

Pour une mobilisation internationale des travailleurs et des jeunes contre la guerre en Irak

Déclaration du World Socialist Web Site et du Comité international de la Quatrième Internationale, 24 janvier 2007

Le *World Socialist Web Site* et le Comité international de la Quatrième Internationale lancent un appel à tous les travailleurs, les étudiants et les jeunes socialement et politiquement intéressés du monde entier pour qu'ils se consacrent en 2007 à la construction d'un mouvement international de masse de la classe ouvrière contre les guerres menées par les Etats-Unis en Irak et en Afghanistan.

L'administration Bush a ordonné l'envoi de 21 500 soldats supplémentaires en Irak pour en finir avec l'opposition à l'occupation américaine, ce qui annonce une forte intensification de cette guerre qui a déjà coûté la vie à des centaines de milliers d'Irakiens, à 3000 soldats américains et à plusieurs centaines de soldats britanniques, italiens, espagnols, ukrainiens et d'autres pays de la « coalition ».

Bush a été clair sur le fait qu'il a non seulement l'intention de soumettre à la puissance de feu américaine les quartiers fortement peuplés de Bagdad et la population des centres urbains de la province rebelle d'Anbar, mais qu'il prépare encore de nouvelles guerres d'agression. C'est ce que démontre la concentration des forces navales américaines dans le golfe Persique et l'offensive diplomatique de Washington au Moyen-Orient pour trouver des alliés contre l'Iran et la Syrie.

L'ordre donné par Bush de « chercher et détruire » les soi-disant réseaux de soutien aux « insurgés et aux terroristes » en Irak prépare le terrain pour une augmentation des provocations et des incursions militaires dans ces deux pays.

La guerre menée par Israël au Liban en juillet dernier, visant à éliminer le Hezbollah et soutenue par les Etats-Unis était le premier pas d'une attaque de l'Iran et de la Syrie. Le revers subi par Israël, loin d'avoir écarté le danger d'une guerre plus générale, n'a fait que l'accroître. Les médias ont publié les détails de plans avancés, tant de la part d'Israël que de l'armée américaine, d'une attaque de l'Iran où serait fait usage de l'arme nucléaire pour la première fois depuis 1945.

Les avances faites par les Etats-Unis à des Etats à population principalement sunnite, comme l'Arabie saoudite et l'Egypte, dans le but de trouver un soutien contre l'Iran chiite, menacent de faire de la guerre civile irakienne un conflit interconfessionnel dans lequel sera entraînée toute la région.

Les agissements de Washington s'opposent radicalement aux sentiments de la vaste majorité de la population mondiale. Les sondages effectués dans tous les pays ont montré à maintes reprises une opposition écrasante à la guerre.

La Maison-Blanche a ignoré la volonté expresse du peuple américain, qui s'est rendu aux urnes en novembre dernier pour voter contre la guerre et retira aux républicains le contrôle des deux chambres du Congrès américain. En Irak même, la plupart des gens veulent non seulement la fin de l'occupation militaire, mais ils soutiennent encore les attaques armées contre l'occupant étranger.

Les Etats-Unis ont envahi l'Irak afin d'avoir le contrôle exclusif des immenses réserves de pétrole du pays et d'établir une base pour réaliser des ambitions hégémoniques plus vastes au Moyen-Orient et en Asie centrale. Dans toutes les régions du globe, du Moyen-Orient à l'Amérique latine en passant par le Pacifique Sud, la concurrence à propos des ressources, du travail à bon marché et des marchés s'intensifie entre les grandes puissances. Une lutte pour un nouveau partage de l'Afrique est en cours. La machine militaire américaine a commencé à massacrer des Africains en Somalie, y envoyant ses avions de chasse et ses commandos de la mort, tout en fomentant une guerre régionale dans la corne de

l'Afrique.

Washington a dévoilé des plans en vue d'un agrandissement permanent de son armée de terre et du corps des marines en préparation à de futures interventions militaires. Toutes les principales puissances, y compris des puissances nouvelles telles que l'Inde et la Chine, ripostent en augmentant elles aussi leurs capacités militaires et se préparent à une guerre en défense de leurs propres intérêts. L'éruption violente du militarisme américain menace toute l'humanité, faisant planer sur elle la menace d'un conflit mondial.

Le rôle joué par l'impérialisme américain au niveau mondial, avec son mépris de la loi, sa rapacité et son irresponsabilité, ressemble de plus en plus à celui joué par les impérialismes allemand et japonais dans la période précédant la Deuxième guerre mondiale. La politique mondiale semble de plus en plus, comme dans les années 1930, être déterminée par des fous.

Ce qui semble être de la folie cependant est en fait le produit de la structure économique du capitalisme mondial et des intérêts matériels des classes dirigeantes. Les causes profondes de l'éruption du militarisme impérialiste se trouvent dans les contradictions du capitalisme mondial : la contradiction entre une économie mondialement intégrée et un système capitaliste d'Etats-nations et celle existant entre le processus social de production d'une société de masse et le caractère anarchique d'une économie de marché basée sur la propriété privée.

Ces contradictions ont été fortement intensifiées dans le dernier demi-siècle en conséquence d'une intégration toujours plus grande de l'économie mondiale. Elles trouvent leur expression la plus concentrée dans l'impérialisme américain lui-même, qui cherche à empêcher une perte de sa position hégémonique mondiale et de « superpuissance » unique en faisant jouer sa supériorité militaire, espérant ainsi contrecarrer le long déclin de sa puissance économique. Cette politique colonialiste exige une escalade permanente de la violence militaire à l'extérieur et des attaques de plus en plus graves des conditions sociales et des droits démocratiques de la population à l'intérieur.

La guerre américaine a produit en Irak un cauchemar de mort et de destruction, où au moins cent personnes sont tuées par jour, où des centaines de milliers de personnes ont été victimes de « nettoyage ethnique » et des millions d'autres forcées de fuir le pays. Cela fait partie d'une offensive brutale menée contre la classe ouvrière internationale.

Ce n'est pas seulement aux Etats-Unis, mais aussi en Europe, au Japon, dans les anciennes colonies et dans le monde que les élites de la grande entreprise et de la finance et les gouvernements qui servent leurs intérêts attaquent les emplois, le niveau de vie et les droits démocratiques des travailleurs ordinaires. Les sociétés transnationales qui dominent l'économie mondiale ratissent le globe à la recherche des sources de main-d'œuvre les plus économiques. Les gains sociaux gagnés par les luttes des générations précédentes sont systématiquement éradiqués.

Redonner vie au mouvement anti-guerre

Des centaines de millions de personnes à travers le globe s'opposent au militarisme américain. Mais leurs efforts à ce jour n'ont rien donné parce que la perspective du mouvement anti-guerre n'a jamais été au-delà d'une protestation impuissante adressée aux pouvoirs en place. Il faut une nouvelle perspective, politique et révolutionnaire, qui guide une lutte, unifiée internationalement, de la

classe ouvrière contre la guerre impérialiste.

En février 2003, à la veille de l'invasion américaine de l'Irak, les plus grandes manifestations anti-guerre ayant jamais eu lieu dans le monde ont démontré le potentiel d'une telle lutte internationale. Plus de 10 millions de personnes sont descendues dans la rue et ont participé à des manifestations qui eurent lieu simultanément sur tous les continents.

Les conceptions politiques qui accompagnaient ces manifestations ont été entièrement réfutées par les événements qui ont suivi. Elles nourrissaient l'illusion qu'on pouvait empêcher la guerre grâce au pouvoir de l'opinion publique, soit en dissuadant Washington de faire la guerre soit en faisant appel aux puissances européennes et aux Nations-unies pour qu'elles mettent un frein aux excès de l'impérialisme américain.

Six mois après l'invasion illégale de l'Irak en mars 2003, les Nations-unies passaient une résolution autorisant l'occupation américaine de l'Irak. Loin d'être une organisation neutre ayant la paix pour principal objectif, l'ONU s'est révélée être un véritable repaire de brigands au sein duquel se préparent les guerres néocoloniales. Depuis l'annonce par Bush de la récente extension de la guerre en Irak, le Conseil de sécurité de l'ONU a gardé un silence total, alors qu'il approuvait en même temps une intervention soutenue par les Etats-Unis en Somalie.

Toutes les puissances impérialistes, grandes et petites, sont impliquées dans la guerre en Irak. La Grande-Bretagne, l'Australie et la Pologne ont fait partie dès le début de la fameuse « coalition des volontaires » et ont envoyé des troupes qui ont participé à l'invasion américaine. L'Italie, le Portugal, les Pays-Bas, l'Espagne et la Norvège ont aussi déployé des forces en Irak ; la Corée du Sud, elle, y maintient toujours 2300 soldats et le Danemark, quelques centaines.

Le gouvernement allemand a permis à Washington d'utiliser son territoire pour déclencher l'attaque et fourni au Pentagone des renseignements militaires, donnant ainsi son aval à l'invasion américaine. L'Allemagne et la France, qui en 2003 se sont posées en adversaires de l'invasion américaine, ont rejoint les forces de l'OTAN en Afghanistan et y combattent pour réprimer la résistance du peuple afghan, libérant ainsi des troupes américaines pour la guerre en Irak.

La Russie et la Chine ont cédé à maintes reprises aux menaces et aux pressions venant de Washington. A la suite de l'invasion américaine, elles se sont jointes aux soi-disant adversaires européens de la guerre et ont entériné l'occupation américaine par le biais des Nations-unies. Ces deux pays ont soutenu des résolutions de l'ONU condamnant l'Iran et la Corée du Nord que les Etats-Unis vont inévitablement exploiter pour justifier de futures attaques.

Les élites dirigeantes des pays qui furent victimes de l'impérialisme au cours de l'histoire ont réagi aux guerres d'agression des Etats-Unis en tentant de les utiliser pour promouvoir leurs propres ambitions régionales. Grâce à une collaboration directe, le gouvernement iranien a facilité l'invasion de l'Afghanistan et de l'Irak et cherche depuis mettre à profit la crise où se trouve l'intervention américaine dans ces deux pays pour étendre l'influence de l'Iran dans ces deux pays.

Le gouvernement brésilien de Luiz Inacio Lula da Silva, le président du Parti des travailleurs, qui a des visées propres en Amérique latine, s'est opposé à l'invasion américaine en 2003 en s'alignant sur l'Allemagne, la France et la Russie. Il a ensuite envoyé des troupes en Haïti, prenant la relève de marines américains dont on avait grand besoin en Irak et qui avaient envahi cette île pauvre après le renversement, orchestré par les Etats-Unis, du président élu Jean Bertrand Aristide.

Dans tous les pays, la soi-disant « guerre internationale contre le terrorisme » montée par Washington pour justifier ses guerres d'agression a été utilisée comme excuse politique pour perpétrer des crimes inimaginables. Cette guerre frauduleuse a servi de prétexte à la répression en bloc de toute opposition, y compris de la part de mouvements réformistes et nationalistes, au statu quo impérialiste. Au Sri Lanka par exemple, le gouvernement de Colombo a proclamé que son agression militaire contre la minorité tamoule de l'île faisait partie de cette « guerre » et il a reçu, pour

commettre ses atrocités, un soutien politique et militaire direct de Washington.

Dans la mesure où des régimes bourgeois, en Europe, au Moyen-Orient et ailleurs, se sont opposés à la guerre en paroles, leurs différends avec Washington n'étaient que de nature purement tactique et provenaient de la crainte que leurs intérêts dans la région ne souffrent des actions américaines. En dernière analyse, tous ces régimes dépendent de l'impérialisme américain pour garantir la stabilité capitaliste et constituer un rempart contre la révolution.

Il y a des leçons politiques essentielles à tirer de ces quatre dernières années. Ni la guerre en Irak ni une agression impérialiste à venir ne peut être empêchée en adressant des appels à l'*establishment* politique officiel, que ce soit aux Etats-Unis ou n'importe où dans le monde.

La lutte contre la guerre est aujourd'hui, comme elle l'était durant la première et les deuxième guerres mondiales, une question de classe internationale. Des appels en faveur de la paix ne serviront à rien, à moins qu'ils n'aient pour but une mobilisation politique indépendante des travailleurs qui n'ont aucun intérêt à un pillage impérialiste. La lutte contre la guerre doit être menée sur la base d'une stratégie socialiste internationale.

Le militarisme américain et l'effondrement de la démocratie aux Etats-Unis

Tandis que l'administration Bush soutient que le but de la guerre en Irak est d'y apporter la démocratie, l'intensification de la guerre a permis de révéler l'effondrement des processus démocratiques aux Etats-Unis mêmes. L'opposition massive à la guerre qui s'est exprimée aux élections de novembre dernier et qui fut soutenue par des millions de personnes à travers le monde, ne peut trouver de véritable expression au sein de l'*establishment* politique américain ou de ses deux principaux partis.

Comme l'avait averti le *World Socialist Web Site* le jour de l'élection, « Peu importe le résultat des élections au Congrès et pour les postes de gouverneurs ayant lieu aujourd'hui, après le 7 novembre, les travailleurs des Etats-Unis auront à faire à un régime politique à Washington qui continuera de soutenir la guerre impérialiste en Irak et l'attaque des droits démocratiques et du niveau de vie aux Etats-Unis. » Cette mise en garde a été pleinement confirmée.

Les différends qui opposent Bush et ses critiques de l'*establishment* politique se situent au niveau des tactiques et des moyens, et non au niveau des principes et des fins. Quelles que soient les récriminations sur la conduite de la guerre, tous s'entendent pour dire qu'un retrait immédiat hors d'Irak est impensable et que des intérêts financiers et géostratégiques américains essentiels sont en jeu.

Bien que les démocrates doivent leur victoire de novembre à un sentiment anti-guerre très répandu, la direction de ce parti a déjà clairement fait savoir qu'elle ne s'opposerait pas aux plans de Bush pour intensifier la guerre, rejetant les seuls moyens à sa disposition pour mettre un terme à la guerre : l'*impeachment* du président ou un vote de refus du financement militaire.

Brent Scowcroft, qui fut conseiller à la sécurité nationale dans l'administration de Bush père et un des principaux architectes du plan élaboré par le Groupe d'étude sur l'Irak, a récemment expliqué quelle était la base de cette politique brutale. Dans le *New York Times* du 4 janvier, Scowcroft insistait pour dire que, même si le rapport du Groupe d'étude sur l'Irak reconnaissait que la situation en Irak était « grave et se détériorait », un retrait des troupes américaines sans victoire des Etats-Unis « constituerait une défaite stratégique pour les intérêts américains et aurait des conséquences potentiellement catastrophiques pour la région et au-delà. »

Scowcroft dit encore que « les effets ne se limiteraient pas à l'Irak et au Moyen-Orient. Les ressources énergétiques et les voies stratégiques vitales pour l'économie mondiale seraient soumises à des risques très fortement accrus. Les terroristes et les extrémistes d'autres régions seraient galvanisés. Et la perception internationale serait que le colosse américain a trébuché, qu'il a perdu de sa détermination et qu'il ne peut plus être considéré comme un allié sûr, un ami ou comme celui qui assure la paix et la stabilité dans cette région d'un intérêt capital. »

Il a clairement défini par là les objectifs de l'impérialisme américain. L'oligarchie financière qui dirige l'Amérique est

déterminée à prendre le contrôle des « ressources énergétiques et des voies stratégiques vitales pour l'économie mondiale » afin d'établir son hégémonie globale et d'être en position de pouvoir dicter ses conditions à ses principaux rivaux capitalistes d'Europe et d'Asie.

Celle-ci craint que le fait de reconnaître une défaite en Irak, conduirait des millions de personnes à travers le monde, ainsi qu'en Amérique, à en conclure que « le colosse américain avait trébuché », créant ainsi les conditions de soulèvements révolutionnaires à l'échelle internationale.

Alors que la majorité de la population mondiale veut le retrait immédiat et inconditionnel d'Irak et d'Afghanistan de toutes les troupes américaines et de la « coalition », cette simple exigence humaine ne peut être réalisée au moyen d'institutions politiques contrôlées par l'élite de la grande entreprise et de la grande finance. Les intérêts internationaux de cette élite ne peuvent être défendus que par la violence et c'est pourquoi la guerre continue.

Les leçons politiques des élections américaines

Les élections américaines de novembre soulèvent des questions politiques essentielles pour les travailleurs de tous les pays.

L'expérience politique par laquelle les masses américaines sont passées durant les quatre dernières années a montré l'impasse à laquelle mène une stratégie visant à faire pression sur le Parti démocrate dans le cadre du système bipartite.

Lors des élections de 2002 pour le Congrès, les démocrates ont refusé de soulever la question de l'invasion imminente de l'Irak, faisant fi du sentiment anti-guerre de masse existant parmi les électeurs démocrates et permettant au gouvernement d'organiser sa conspiration et d'entraîner le pays dans une guerre basée sur des mensonges. Le comportement lâche et le consentement tacite des démocrates culminèrent dans le vote du Congrès qui donna en octobre 2002 un chèque en blanc à la Maison-Blanche pour déclencher les hostilités.

Lorsqu'arriva la campagne présidentielle de 2004, l'opposition populaire à la guerre s'était renforcée. Les primaires démocrates prirent acte de la montée de l'opposition des masses et on assista à l'apparition d'un candidat « anti-guerre », Howard Dean. La direction du Parti démocrate, sans prendre de gants, fit dérailler la campagne de Dean pour éviter que les élections ne se transforment en référendum sur la guerre.

Lorsque John Kerry fut élu candidat démocrate à la présidence, Dean et les autres candidats prétendument anti-guerre, se rangèrent derrière sa campagne en faveur de la guerre. Bush fut réélu et la guerre s'est poursuivie.

Les démocrates n'ont ni encouragé ni applaudi le résultat des élections de mi-mandat du 7 novembre 2006. Avant l'élection, les principaux dirigeants démocrates et républicains ont, dans un effort concerté pour sauver l'opération américaine en Irak et détourner le sentiment anti-guerre croissant des masses, pressé la population de faire confiance au comité bipartisan du Groupe d'étude sur l'Irak pour développer une nouvelle stratégie « gagnante » en Irak.

Le rapport de ce comité exclut un retrait à brève échéance des troupes américaines tout en déclarant que la stratégie de Bush pour une victoire militaire était un échec. En l'espace de quelques heures après sa publication, les propositions de ce rapport avaient été rejetées par la Maison-Blanche et le Groupe d'étude sur l'Irak avait cessé de compter.

Le peuple américain veut la paix, mais on lui donne une intensification de la guerre. Les médias de masse se sont rangés derrière l'escalade militaire de l'administration et lui ont emboîté le pas dans sa campagne d'agression militaire contre l'Irak.

L'attitude de l'élite dirigeante américaine à l'égard du sentiment anti-guerre de sa propre population se retrouve partout. Le premier ministre travailliste anglais, Tony Blair et le premier ministre conservateur australien, John Howard, furent en mesure d'ignorer l'opposition d'une majorité de la population et de poursuivre leur participation à la guerre en Irak seulement grâce à la complicité de l'ensemble de l'*establishment* politique dans les deux pays. Partout, la vaste majorité de la population a effectivement été privée de ses droits.

Pour les travailleurs de chaque continent, la seule solution consiste à agir indépendamment des gouvernements et des partis

de l'*establishment* et contre eux, et de bâtir un nouveau mouvement politique socialiste international. Toutes les formes de mobilisation populaire contre la guerre en Irak et en Afghanistan, campagnes d'information, rassemblements, manifestations, conflits à caractère social, initiatives électorales, doivent être conçues, développées et mises en œuvre sur la base de cette stratégie politique indépendante.

La guerre et les inégalités sociales

Le fossé qui sépare les gouvernements des peuples pour ce qui est de la guerre en Irak reflète la réalité sociale et économique sous-jacente du monde capitaliste.

A la fin de l'an dernier, un organisme de recherche affilié aux Nations unies, publiait un rapport documentant une stupéfiante monopolisation des richesses par une aristocratie financière aux dépens de la vaste majorité de la population mondiale.

Selon l'Institut mondial pour le développement de la recherche économique (IMDRE), le un pour cent supérieur de la population adulte du monde (près de 37 millions de personnes) possède 40 pour cent de la richesse mondiale. Les 2 pour cent supérieurs en possèdent plus de la moitié et les 10 pour cent supérieurs possèdent 85 pour cent de la richesse mondiale.

A l'inverse, les 50 pour cent de la population adulte se trouvant en bas de l'échelle des richesses, près de 1,85 milliard de personnes, possèdent ensemble seulement un pour cent de la richesse mondiale, avec parmi elles un nombre immense de gens condamnés à vivre dans une pauvreté abjecte, aggravée par la faim et la maladie.

Aux Etats-Unis, en Europe, en Russie et à travers l'Amérique latine, l'Afrique et l'Asie, une vaste transformation a eu lieu résultant de la politique mise en œuvre par les partis politiques de toutes tendances et transférant une part toujours plus grande des richesses sociales de la classe ouvrière vers une élite au sommet de la société qui adule la richesse.

Les résultats ont partout, pour l'essentiel, été les mêmes : la consolidation d'une oligarchie financière qui refuse de donner à la classe ouvrière, la vaste majorité de la population, les moyens de formuler ses besoins, points de vues et intérêts.

L'assaut contre les droits démocratiques.

La poursuite d'une politique bénéficiant directement aux intérêts des riches et des super-riches ne peut, au bout du compte, se faire par les méthodes démocratiques traditionnelles. La véritable raison de l'assaut sans précédent sur les droits démocratiques est la nécessité d'étendre les pouvoirs répressifs de l'Etat contre l'éruption d'une opposition populaire et non pour protéger les gens contre une menace terroriste extérieure.

Aux Etats-Unis, l'administration Bush a adopté, avec la collaboration du Parti démocrate et des médias de masse, des mesures anti-démocratiques qui, lorsqu'on les considère dans leur totalité, ont créé le cadre légal d'un Etat policier.

L'espionnage de la population par le gouvernement a fait que le droit à la vie privée a désormais cessé d'exister. Le droit à un procès et à l'assistance légale et le principe plusieurs fois centenaire de l'*habeas corpus* ont été vidés de leur substance. Les prisons secrètes et la torture ont été sanctionnées par des lois adoptées avec le soutien des deux partis. Se prévaloir des protections garanties par la Convention de Genève et le droit international, n'est plus possible devant les tribunaux américains.

Ces mesures répressives ont été copiées partout dans le monde. En Angleterre, la Loi sur la prévention des actes terroristes, adoptée en 2005, abolit le principe de la présomption d'innocence et autorise le gouvernement à imposer de longues périodes de détention sans inculpation. En Australie, au cours des 5 ans passés depuis les attaques du 11 septembre 2001, le gouvernement Howard a adopté plus de 40 lois anti-terroristes différentes. Jamais les droits de la population du monde n'ont été si menacés qu'aujourd'hui.

Il faut rompre avec les partis de la guerre et de la réaction ! Pour un mouvement international indépendant de masse contre la guerre !

La solution pour mettre fin à la guerre en Irak est l'intervention politique et sociale indépendante des travailleurs et des jeunes contre la classe politique toute entière et l'oligarchie financière qu'elle

sert.

La guerre est le produit inévitable d'une société où tous les besoins sociaux sont subordonnés à l'accumulation du profit par les entreprises et à l'enrichissement personnel d'une minuscule élite. On ne peut séparer la montée du militarisme et la poursuite de guerres impérialistes de la question de savoir à qui tout cela profite.

Le mouvement contre la guerre doit adopter un programme qui associe la lutte contre le militarisme et la guerre à une lutte contre l'inégalité sociale et contre l'attaque des droits démocratiques. Ce mouvement doit remettre directement en question l'organisation capitaliste existante, en se battant pour la réorganisation de la vie économique internationale sur la base du besoin social et du bien commun, c'est-à-dire sur des fondements socialistes.

Le *World Socialist Web Site* appelle les travailleurs, les étudiants et les jeunes à lancer une campagne populaire contre la guerre qui se base sur le programme suivant :

- Retrait immédiat et inconditionnel d'Irak et d'Afghanistan de tous les soldats américains, britanniques et autres soldats de la « coalition ».

Il ne peut y avoir d'issue au bain de sang en Irak tant que les troupes américaines resteront dans ce pays. Le désastre qui s'est abattu sur les Irakiens résulte de la collision tragique de leur pays avec les Etats-Unis durant ce dernier quart de siècle : l'encouragement américain à l'invasion dévastatrice de l'Irak par l'Irak dans les années 80, l'invasion américaine de l'Irak en 1991, les douze années de sanctions économiques et finalement l'invasion et l'occupation de 2003. Tels sont les événements qui ont conduit à la quasi-désintégration de la société irakienne. Du fait de cette histoire, un retrait américain immédiat et total d'Irak est la condition préalable absolue pour mettre un terme à la violence qui détruit ce pays.

- Il faut poursuivre en justice les responsables de cette guerre.

Il est essentiel que tous ceux qui ont comploté pour monter cette agression illégale et non provoquée de l'Irak soient traduits en justice. Cela inclut Bush, Cheney, Rumsfeld, Rice et d'autres civils et militaires de haut rang ainsi que leurs complices tels que Blair en Grande-Bretagne et Howard en Australie. Les Etats-Unis ont exigé que ceux qu'ils qualifient de criminels de guerre, tels Noriega du Panama, Milosevic de Serbie et Saddam Hussein d'Irak soient jetés en prison. Il faut juger à la même aune les criminels de guerre de Washington, dont les crimes surpassent de loin ceux des dirigeants mentionnés ci-dessus.

Comme les nazis pendant la Seconde guerre mondiale, la Maison-Blanche de Bush a eu recours à ce qu'elle appelle la « guerre préventive », une guerre d'agression lui servant de politique pour atteindre ses objectifs internationaux. C'était là le principal chef d'accusation au procès pour crimes de guerre de Nuremberg.

Demander des comptes à Bush et aux autres personnalités de haut rang n'est pas une question de revanche, mais d'éducation politique de la population dans son ensemble. Il est nécessaire de mettre fin à cette culture de guerre, que l'élite dirigeante américaine et ses laquais des médias cultivent pour justifier des interventions militaires américaines importantes tous les quatre ou cinq ans. Il est nécessaire de révéler comment ces crimes sanglants ont été préparés au moyen de conspirations criminelles.

- Il faut s'opposer à toutes les formes de racisme, de nationalisme et de sectarisme.

Une condition préalable essentielle à la construction d'un mouvement international contre la guerre est le rejet de toutes formes de racisme, de nationalisme et de communautarisme.

La guerre en Irak s'est accompagnée d'une incitation au racisme pour justifier l'agression impérialiste et le régime néocolonial. En Europe comme ailleurs, les musulmans sont devenus la cible de fanatisme et d'insultes racistes. Dans tous les pays, on voit les élites diri-

geantes promouvoir « des valeurs nationales » pour diviser les travailleurs et obtenir du soutien pour les guerres à venir.

Les travailleurs du Moyen-Orient doivent rejeter la fomentation de différences ethniques et religieuses qui a déjà produit un bain de sang sectaire en Irak et menace de plonger la région toute entière dans un conflit. La réponse à l'agression impérialiste et au racisme antimusulman n'est pas de se retrancher dans l'intégrisme islamique, qui ne peut que servir les intérêts de l'une ou l'autre faction de l'élite dirigeante, mais c'est l'unification de la classe ouvrière de tout le Moyen-Orient avec ses frères et sœurs de classe du monde entier sur la base de l'internationalisme socialiste.

- Il faut révoquer toutes lois et politiques dirigées contre les droits démocratiques du peuple et démanteler les réseaux d'espionnage et de répression politique gouvernementaux. Il faut défendre les droits des travailleurs immigrés à vivre et à travailler dans le pays de leur choix en jouissant de tous les droits de citoyenneté et sans avoir à craindre la répression, l'emprisonnement ou la déportation.
- Il faut rejeter la conscription militaire imposée pour la guerre impérialiste et s'y opposer.
- Il faut reconstruire la vie économique selon des principes socialistes pour mettre fin aux énormes inégalités dans la répartition de la richesse, pour promouvoir l'égalité sociale et subvenir aux besoins de la population.

L'organisation capitaliste actuelle où l'ensemble de la richesse industrielle et financière est propriété privée et sous contrôle privé, doit être remplacée par un système socialiste de propriété publique et de contrôle démocratique de l'économie. Le fonctionnement anarchique du marché capitaliste doit être remplacé par une planification rationnelle qui utilise les avancées révolutionnaires de la science et de la technologie à l'échelle mondiale pour développer un système économique organisé selon le principe de la satisfaction des besoins humains et non de la création de profit et de l'accumulation de vastes fortunes personnelles.

- Contre la politique du militarisme impérialiste, il faut lutter pour une politique d'internationalisme socialiste basé sur la solidarité internationale de tous les travailleurs et le développement des ressources du monde pour éliminer les fléaux que sont la pauvreté, la maladie et l'ignorance et élever le niveau de vie et le niveau culturel de toute l'humanité.

L'unique alternative progressiste au militarisme, au nationalisme, au sectarisme et au racisme est l'internationalisme, la lutte pour unifier la classe ouvrière internationalement dans la lutte pour un avenir socialiste.

Unifier et coordonner les luttes des travailleurs internationalement contre la guerre, la répression et l'inégalité sociale est la tâche historique entreprise par le Comité international de la Quatrième Internationale (CIQI), qui est la direction du mouvement socialiste mondial.

Il faut faire avancer cette lutte en construisant et en élargissant les sections du CIQI, les Partis de l'égalité socialiste (PES), dans les pays où ils existent déjà et fonder de tels partis dans les pays où ils n'existent pas. Dans chaque pays, le PES lutte pour unifier les travailleurs internationalement dans une lutte à échelle mondiale contre la guerre et pour le socialisme, contre la tyrannie des banques internationales et des entreprises transnationales.

C'est tout particulièrement les jeunes, ceux qui vont payer les premiers le prix terrible de la guerre, que nous appelons à lutter pour cette perspective. Nous appelons à la construction de l'Internationale des étudiants pour l'égalité socialiste dans les universités et les lycées et collèges de chaque pays afin que, dans la lutte pour construire un mouvement socialiste de masse capable de mettre fin à la guerre et au système capitaliste qui le crée, les jeunes se tournent vers la classe ouvrière dans son ensemble.